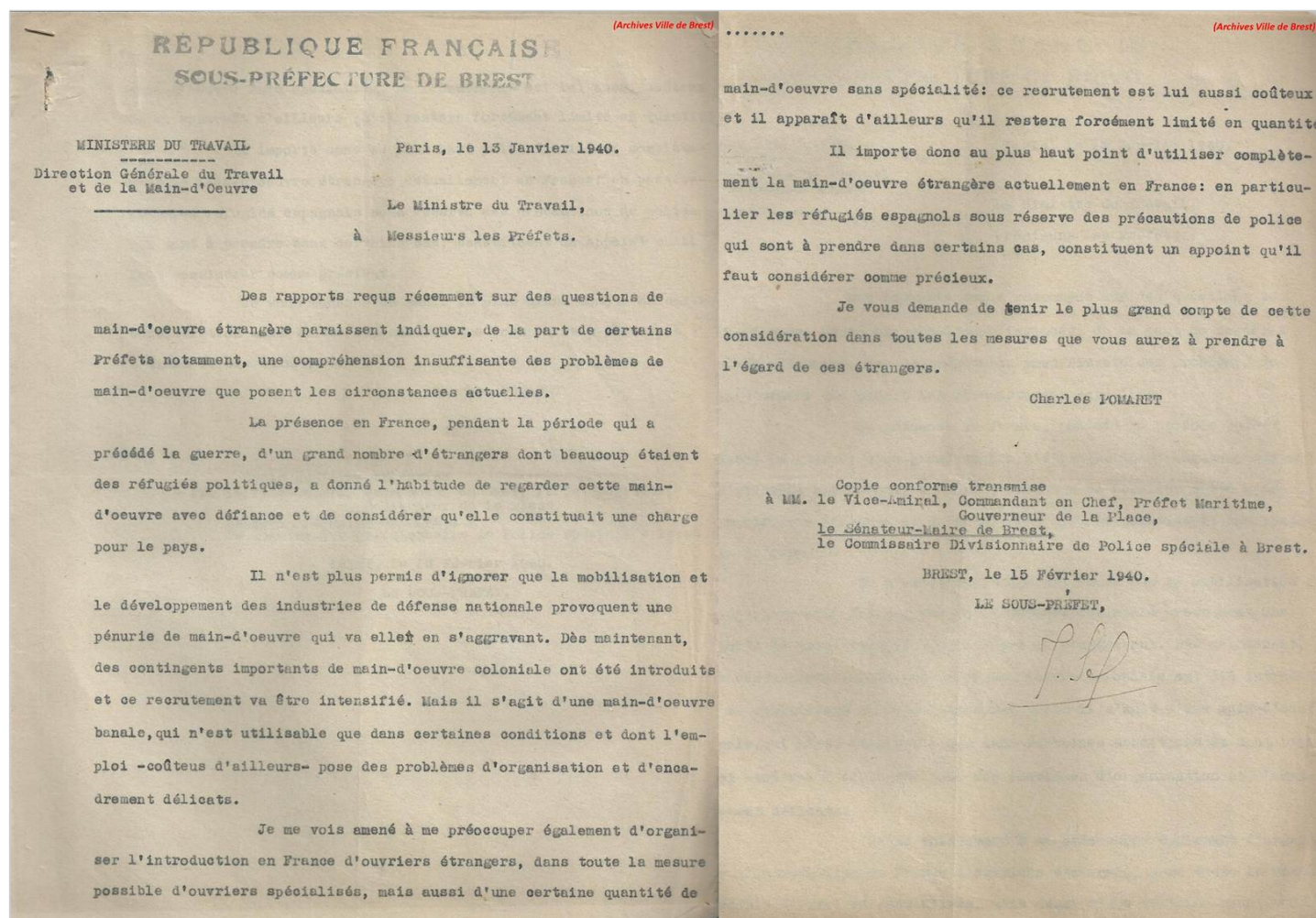


Suite de notre article sur l'arrivée des Républicains espagnols à Brest

L'arrivée à Brest

Placé en « état de siège », Brest, grand port militaire français, engage plusieurs chantiers. Parmi ceux-ci, la construction d'ateliers et de hangars pour hydravions au terre-plein du Château, pour le compte de la Marine nationale (1). L'appel à l'utilisation de la main-d'œuvre étrangère disponible sur le sol français est vivement encouragé par le gouvernement: « **Il importe donc au plus haut point d'utiliser, complètement, la main-d'œuvre étrangère actuellement en France, en particulier les réfugiés espagnols, sous réserve des précautions de police qui sont à prendre dans certains cas, (ils) constituent un appoint qu'il faut considérer comme précieux...** » (1) *Charles Pomaret, Ministre du Travail aux Préfets, 13 janvier 1940.*



Courrier de Charles Pomaret, Ministre du Travail aux Préfets, Paris 13 janvier 1940 (archives ville de Brest)

Février 1940, il y a 80 ans... des camps du Midi au pied du château (II)

Si les entreprises s'engouffrent dans cette opportunité, les autorités locales, quant à elles, accueillent ces transferts de main d'œuvre avec beaucoup de réticences.

Deux entreprises au moins ont recours à l'utilisation des « **réfugiés espagnols dans les camps de concentration du sud de la France** », l'entreprise **Dodin** et la **Société Brestoise de Construction**. Ainsi, entre janvier et février 1940, ces deux entreprises font venir à Brest plus de 200 travailleurs espagnols issus des camps de Cerbère et d'Argelès-sur-Mer ⁽¹⁾: **128 pour l'entreprise Dodin et 115 pour la Société Brestoise de Travaux Maritimes**.

Liste des Espagnols employés par l'entreprise DODIN, Brest, février 1940 (archives ville de Brest)

Ces recrutements effectués en plusieurs phases procèdent d'un recrutement collectif comme en témoigne le courrier du Sous-Préfet de Brest au Préfet du Finistère du 5 février 1940 : les groupes sont « **munis d'un sauf-conduit général, délivré par la Préfecture des Pyrénées orientales** » ⁽¹⁾, ils concernent sans doute comme le décrit **Antonio Muñoz Zamora** ⁽²⁾ des membres de CTE et probablement d'ailleurs de la même.

Février 1940, il y a 80 ans... des camps du Midi au pied du château (II)

6 MAUVAISES NOUVELLES

Nous savions que cela allait arriver mais, malgré tout, nous avons eu du mal à le croire : la France avait été envahie par les nazis !

J'appris cette mauvaise nouvelle à Brest. Je me trouvais dans cette ville de la Bretagne française comme employé au port, un parmi tant d'autres membres des Compagnies de Travailleurs Etrangers. Une entreprise de construction « Dodin », à la recherche de main d'œuvre, était venue recruter à Argelès et m'avait amené à Brest. Je faisais partie des deux cents sélectionnés que l'on transféra à Brest, à l'autre bout de la France.

La première désagréable surprise est venue du sous-préfet de Brest. Cet homme n'éprouvait aucune sympathie pour les gens de gauche que nous étions, nous républicains espagnols, et il ne voulait pas que nous restions travailler dans sa ville. Il finit tout de même par céder au bout de quelques semaines.

Dans l'équipe où je travaillais, il n'y avait pas plus de quinze espagnols. L'entreprise mit une très grande maison à notre disposition pour nous loger. Mais, malgré de bonnes conditions de logement, nous n'avions pas le droit de nous promener en ville. Le sous-préfet avait admis que nous travaillions, mais nous laisser sortir dans les rues de Brest, libres, était une autre affaire.

Je me rendais très tôt au travail, tous les jours, je pointais ma fiche n° 38 pour prouver que je commençais ma journée et je faisais tout ce que l'on me disait de faire en tant qu'employé du bâtiment au port de Brest. Les jours se ressemblaient, tous. Travail, repas dans la cantine de l'entreprise dans l'enceinte du port, re-travail, puis retour à la maison.

Nous étions payés. Peu, mais nous étions payés. Maintenant, à quoi bon avoir de l'argent puisqu'on ne pouvait pas aller en ville et qu'on mangeait à la cantine ? Les choses évoluèrent le jour où le sous-préfet autorisa l'entreprise à nous laisser sortir par demi-groupe. Un demi-groupe, un jour, un demi-groupe, le lendemain.

J'étais heureux de pouvoir déambuler dans les rues, j'avais un peu d'argent en poche et le plaisir de pouvoir le dépenser à ma guise. Moi, je voulais me payer un bon repas. Comme d'autres espagnols du groupe, je voulais manger dans un restaurant, tout simplement pour me sentir plus libre. Mais cela nous était interdit. Je contestai cette interdiction avec véhémence.

Je veux seulement aller au restaurant, payer mon repas, c'est tout ! Nous avons le droit de manger où nous voulons en payant de notre poche ! Mon coup de colère ne servit à rien. C'était interdit, un point c'est tout.

Lors d'une promenade dans Brest, je me suis acheté des chaussures noires, en cuir. Les plus belles chaussures que j'avais toujours rêvé d'avoir.

Lorsque je pouvais rabioter un peu de temps sur le travail au port, j'aimais retrouver un groupe d'espagnols sur une place de Brest où était installé un grand panneau sur lequel le journal « Le Télégramme » placardait régulièrement les dernières nouvelles de la guerre mondiale, suite du conflit civil espagnol. Un beau jour, comme d'habitude, nous nous apprêtions à lire le communiqué de guerre lorsque nous avons découvert sur ce panneau accroché à la façade de l'immeuble du « Télégramme », la pire des nouvelles : la France avait été envahie par les allemands.

Le coup de massue fut brutal. Gare à nous maintenant ! Personne ne faisait le moindre effort, c'était impossible, pour cacher son angoisse et sa tristesse face à cette nouvelle.

Je ne sais toujours pas si nous avons été victimes d'une douloureuse confusion ou d'une injustice organisée avec froideur et cruauté. Le fait est que quelques heures plus tard, un groupe d'une douzaine d'espagnols était arrêté, accusé de s'être réjoui de l'invasion de la

France par l'armée allemande. Nous étions expulsés de Brest et comme punition nous devions retourner à Argelès/Mer.

- Si nous leur apprenons à votre arrivée à Argelès les motifs de votre retour vous irez en prison - m'expliqua l'un des policiers chargés de notre arrestation.

- Quels motifs ? Qu'avons-nous fait ? - lui ai-je demandé, vexé et profondément troublé.

- Vous ne voulez pas travailler et pire encore, vous vous réjouissez de l'invasion de la France par l'Allemagne : on vous a vu rire en lisant la nouvelle sur la place. C'est ce qu'a renvoyé à Argelès - poursuivit le policier.

Je ne sais pas d'où ils avaient sorti ce bobard, mais la calomnie était tellement inconcevable, que même les policiers chargés de notre arrestation n'y croyaient pas. En fait ils mirent à exécution l'ordre d'expulsion de Brest et nous mirent dans un train pour rejoindre le camp de concentration bien connu de nous, mais ils escamotèrent le rapport du sous-préfet en ne le transmettant pas aux gendarmes d'Argelès. Même les policiers savaient que ces accusations étaient fausses.

Quand nous sommes arrivés à Argelès sous escorte policière, profondément consternés, un petit chef se permit le luxe de mettre en doute la tristesse et la peur que provoquait chez nous l'invasion nazie; le camp ne ressemblait plus à celui que nous avions quitté quelques mois auparavant. Il ne restait plus beaucoup d'espagnols. La plupart avait été envoyée ailleurs.

Extrait de "Mauthausen 90 009": Antonio relate son passage à Brest en février 1940

Antonio, portrait après guerre



LISTE NOMINATIVE DES CITAYENS				
Numéros	Noms et prénoms	Dates et lieux de naissance		
586	COLL BARCELONA Proyeesto	25/1/1885	Rosasa	veuf
586	OLIER BALDOSA Josep	23/7/1816	Terragona	célib.
587	MONSERRAT FIGU Jeainto	13/5/1908	Hempasa	marie
588	PIÑA PATA Torres	9/25/1908	Alfonse	"
589	VALERIANO SALTANA Juan	21/9/1889	San Rafael	"
590	BARBERA TORRENTES José	19/7/1818	Terragona	"
591	GONZALEZ S. BERTHO Daniel	20/4/1900	San Sadet	"
592	NAVARRO SANCHEZ Francisco	7/1/1908	Arenosa	"
593	PALLAU Josep	2/10/1904	Foyos	célib.
594	MUNDO GONZALEZ Remondo	15/3/1900	Torreloanes	marie
595	MONTANO FERRANDEZ Josep	8/10/1912	Ares	célib.
596	RUIZ PERES Martin	11/11/1898	Lopono	marie
597	MUNDO BIEROLA Rudeldo	25/4/1915	Bansa	"
598	MUNDO MUÑOZ Antonio	27/10/1919	Belilla	célib.
599	SALASANA REDUYER Eudora	21/6/1818	Brecelona	"
600	LAFONT OBERALLINO Joaquin	1/2/1860	Murcia	"
601	ALBA ABELLAS LOPEZ	7/4/1917	Brecelona	"

"...je pointais ma fiche n°38 pour prouver que je commençais ma journée..."

Extrait de « Mauthausen 90.009 »

Le témoignage d'Antonio Muñoz Zamora (2), les documents consultés aux archives municipales de Brest (1) restent muets sur les conditions précises de travail de ces ouvriers espagnols. En revanche, ces documents nous renseignent sur leur identité et surtout sur l'accueil que les autorités locales leur ont réservé.

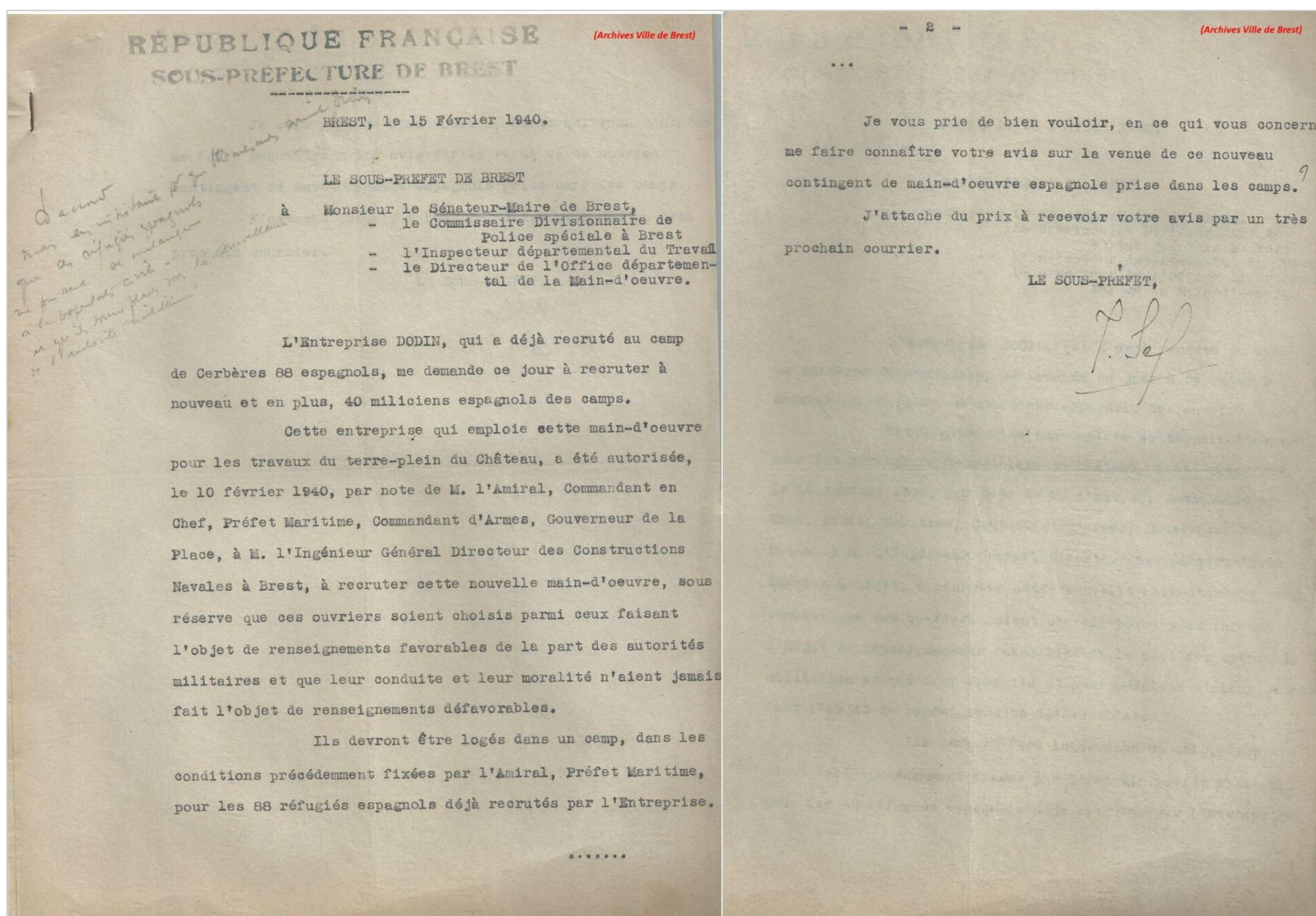
La situation brestoïse est particulière, les administrations civiles (Préfet, Sous-Préfet, Maire de Brest) et militaires (Préfet Maritime, Gouverneur de la Place) se partagent l'autorité sur le territoire. À ce titre ces différentes entités s'emploient à faire appliquer la politique décidée par l'État. Une gageure pour ces autorités car elles sont tiraillées entre l'opportunité, la nécessité économique affirmée par le gouvernement d'utiliser cette main-d'œuvre et la défiance, la

méfiance qui entoure ces républicains espagnols, jugés « suspects », « dangereux », au total des fauteurs de troubles potentiels qu'il importe d'isoler de la population locale.

L'étude des courriers échangés entre les différentes autorités brestoises est sur ce point révélatrice, une question larvée d'inquiétudes préside tous ces échanges : quel statut accorder à cette main-d'œuvre ? Ces travailleurs doivent-ils être considérés comme tous les autres travailleurs, libres de leurs mouvements, de faire venir leur famille, etc... ou doit-on leur appliquer un régime d'exception, de liberté surveillée, d'encadrement policier ou militaire...?

La réponse des autorités est sans ambiguïtés et fait consensus.

Cette main-d'œuvre doit faire l'objet d'une sélection: « **...sous réserve que ces ouvriers soient choisis parmi ceux faisant l'objet de renseignements favorables de la part des autorités militaires et que leur conduite et leur moralité n'aient jamais fait l'objet de renseignements défavorables...** » ⁽¹⁾ *Sous-Préfet de Brest, 15 février 1940.*



Courrier du Sous-Préfet de Brest, 15 février 1940 (Archives ville de Brest)

Ces ouvriers doivent être isolés de la population locale : « **...d'accord mais en insistant pour que toutes mesures soient prises pour que les réfugiés espagnols ne puissent se mélanger à la population civile et qu'ils soient placés sous la surveillance de l'autorité militaire...** » ⁽¹⁾ *Sous-Préfet de Brest, 15 février 1940, annotation au crayon du Sénateur-Maire de Brest.*

Ces travailleurs sont regroupés dans un camp sous surveillance militaire : « **...les ouvriers espagnols de l'entreprise Dodin sont logés au Fort de Keranroux. L'entreprise Dodin a la charge de l'organisation, et la police intérieure du cantonnement. La Marine surveille les relations avec l'extérieur, par un poste de Garde qui a pour mission d'interdire les communications entre le cantonnement et l'extérieur...** » ⁽¹⁾ *Vice-Amiral TRAUB, Commandant en Chef, Préfet Maritime de la 2e Région Maritime, 8 février 1940*

REPUBLIQUE FRANÇAISE
SOUS-PRÉFECTURE DE BREST

(Archives Ville de Brest)

2ème REGION MARITIME

BREST, le 8 Février 1940.

ETAT-MAJOR

2ème Bureau

LE VICE-AMIRAL D'ESCADRE TRAUB,
Commandant en Chef, Préfet Maritime de la
2ème Région Maritime, Commandant d'Armes,
Gouverneur de la Place de BREST,

à Monsieur le SOUS-PREFET de BREST.

O B J E T: Logement des ouvriers espagnols
de l'entreprise DODIN

J'ai l'honneur de vous informer que les ouvriers
espagnols de l'entreprise DODIN sont logés au Fort de Kéranrou ^X

L'entreprise a la charge de l'organisation, et la
police intérieure du cantonnement. La Marine surveille les
relations avec l'extérieur, par un poste de Garde qui a pour
mission d'interdire les communications entre le cantonnement
et l'extérieur.

P.O. le Capitaine de Vaisseau
LE CHUITON, Chef d'Etat-Major,

signé: LE CHUITON

Copie conforme transmise,
pour information, à M. le Sénateur-Maire
de Brest.

BREST, le 15 Février 1940.
LE SOUS-PREFET,

T. Lef

Courrier du Vice-Amiral d'Escadre TRAUB, Commandant en Chef, Préfet Maritime de la 2^e Région Maritime, Commandant d'Armes, Gouverneur de la Place de Brest, 8 février 1940
(archives ville de Brest)

La liberté de circuler des ouvriers espagnols est strictement encadrée : « **...Ces miliciens pourraient être autorisés à venir à Brest, une fois par mois, par roulement, sous la réserve expresse, qu'ils soient munis d'un titre de permission, avec rentrée au camp à 20 h au plus tard. À titre tout à fait exceptionnel, des permissions pourraient être accordées à ces miliciens en semaine, pour des cas urgents : maladie, renseignements administratifs...** » ⁽¹⁾ *Note du Commissaire central de la Police de Brest, 26 février 1940*

(Archives Ville de Brest)

BREST, le 26 Février 1940

Je vous propose que les miliciens espagnols employés par les entreprises travaillant pour la Marine, soient sous le régime de la surveillance, c'est-à-dire sous le contrôle de la Marine.

Ces miliciens pourraient être autorisés à venir à Brest, une fois par mois, par roulement, sous la réserve expresse qu'ils soient munis d'un titre de permission, avec rentrée au camp à 20 heures au plus tard. A titre tout à fait exceptionnel des permissions pourraient être accordées à ces miliciens en semaine, pour des cas urgents: maladie, renseignements administratifs, etc....

Etant donné l'effectif restreint de la Police, les patrouilles militaires pourraient être habilitées, pour, le cas échéant, exiger de ces miliciens leurs titres de permission.

A mon avis, des sanctions pourraient être prises à l'encontre des espagnols qui enfreindraient les consignes. Enfin les entreprises devraient être invitées à organiser des cantines et salles de jeux à l'usage de leurs ouvriers étrangers pour éviter qu'ils se répandent en ville pendant leurs loisirs.

LE COMMISSAIRE CENTRAL,



[Handwritten signature]

Note du Commissaire central de la Police de Brest, 26 février 1940 (archives ville de Brest)

La liberté de travail est réglementée, ils ont « **obligation de demeurer chez l'employeur qui les a recrutés, celui-ci étant tenu de les conserver ou de les ramener au camp de concentration en cas d'incapacité professionnelle ou à la fin des travaux** » ⁽¹⁾ note Directeur de l'Office Départemental de la Main-d'œuvre/Préfet Maritime

Des mesures d'ordre et de discipline sont établies : « **...1.Le régime des punitions de la Marine sera applicable, jusqu'à concurrence de 15 jours de prison, aux réfugiés espagnols...** » ⁽¹⁾ note du Vice-Amiral TRAUB, Commandant en Chef, Préfet Maritime de la 2e région, 7 juin 1940

(Archives Ville de Brest)

2ème Région Maritime

ETAT MAJOR

2ème Bureau

N° 1250 E.M.2

BREST, le 7 Juin 1940

Le Vice-Amiral d'Escadre T R A U B
Commandant en Chef, Préfet Maritime de la
2ème Région

J. L...

VU la nécessité de maintenir le bon ordre dans
le Camp d'ouvriers espagnols travaillant pour la Ma-
rine et d'y faire observer la discipline indispensa-
ble à la sécurité de l'Arsenal,

ARRIVÉE
N° 11385 - 8. VI 40
SECRETARIAT GÉNÉRAL

D E C I D E

1. Le régime des punitions de la Marine sera applicable,
jusqu'à concurrence de 15 Jours de prison, aux réfugiés es-
pagnols.
2. Les punitions seront infligées par le Major Général
et seront subies, selon ses ordres, soit à la Prison Mari-
time, soit dans les locaux disciplinaires d'un service dé-
pendant de son autorité.

AMPLIATIONS

M.G.
Sous-Préfet
C.N.
T.M.
Maire de Brest
Procureur de la République
Maire de St Pierre Quilbignon
Serv.d'Ordre. p;notification aux
entreprises et affichage
Commissaire Divisionnaire
Commissaire Central
E.M.I Just.
E.M.2

signé : T R A U B

P.O. Le Capitaine de Vaisseau DEUVE
Chef du 2ème Bureau :

Deuve

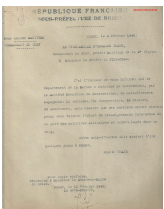
Note du Vice-Amiral d'Escadre TRAUB, Commandant en Chef, Préfet Maritime de la 2ème Région, 7 juin 1940 (archives ville de Brest)

Au total, il apparaît clairement que cette présence espagnole dérange et n'est supportable aux yeux des autorités qu'à travers la liberté « surveillée » de ces « indésirables ». Cette défiance s'amplifie avec le gouvernement collaborationniste de Vichy.. Un an plus tard, au printemps 1941 ces mêmes travailleurs sont livrés à l'Organisation Todt, bras armé industriel du régime nazi, pour les grands chantiers du littoral atlantique, les bases de sous-marins et la multitude des ouvrages du « mur de l'Atlantique »...l'histoire se poursuit mais celle-ci en est une autre...

(1) Archives municipales de Brest, 4H: Notes et courriers échangés entre les autorités civiles et militaires au sujet de travailleurs espagnols (1940)



13 janvier
1940



4 février 1940

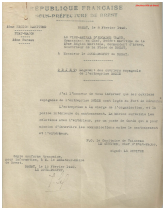


5 février 1940

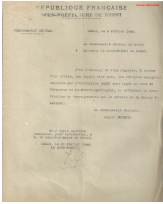


Liste
Entreprise
Dodin, février
1940

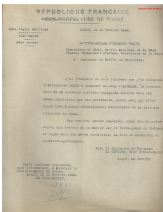
Février 1940, il y a 80 ans... des camps du Midi au pied du château (II)



8 février 1940



9 février 1940



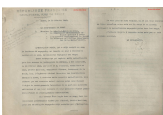
10 février
1940



11 février
1940

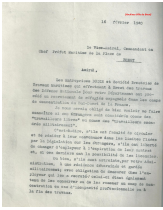


12 février
1940



15 février
1940

Février 1940, il y a 80 ans... des camps du Midi au pied du château (II)



16 février
1940



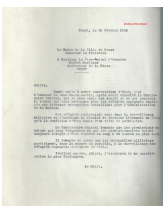
17 février
1940



17 février
1940 -1



17 février
1940 -2

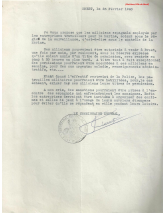


26 février
1940 -2

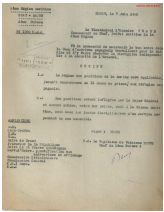


28 février
1940

Février 1940, il y a 80 ans... des camps du Midi au pied du château (II)



26 février
1940



7 juin 1940

(2) Enmanuel CAMACHO - Ana TORREGROSA: « Mauthausen 90.009 », éd. Centro Andaluz del Libro, Sevilla, 2003 (récit sur l'Histoire d'Antonio MUÑOZ ZAMORA, combattant de la guerre d'Espagne, employé par la société Dodin à Brest en 1940. Durant l'Occupation il est de retour à Brest comme « travailleur forcé » pour le compte de l'Organisation Todt, puis Il entre dans la résistance espagnole de Brest. En 1944, suite à une dénonciation, son groupe est arrêté par la Gestapo et après divers séjours dans les prisons en France, il est finalement déporté, tout d'abord au camp de concentration nazi de Dachau puis il sera transféré dans celui de Mauthausen).

